

**Délibérations du Conseil Communautaire du 10 avril 2025**

L'an deux mille vingt-cinq le dix avril à vingt heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Castelnau Chalosse - Mairie, sous la présidence de Christine FOURNADET, Présidente.

**Date de la convocation** : jeudi 03 avril 2025

**Présents** : Yvan DALAINE (MARPAIS), Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Roland GODDE (NASSIET), Gérard GRAZIANI (DONZACQ), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOUTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Alain LUBET (AMOU), Ludovic NOUGARO (POMAREZ), Karen RICARRERE (AMOU), Jean ROHFRTSCH (GAUJACQ), Dominique TOULOUSE (BRASSEMPOUY)

**Absents** : Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN)

**Procurations** : Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS) a donné pouvoir à Patrick DESSA, Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU) a donné pouvoir à Karen RICARRERE, Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU) a donné pouvoir à Alain LUBET, Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ) a donné pouvoir à Jean ROHFRTSCH, Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE) a donné pouvoir à Hervé GUICHENEUY

**Représentés** : Bernard DUGACHARD représenté par Yvan DALAINE (MARPAIS)

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	25
Pouvoirs	5
Votants	30

**N° DEL20250410-009 Montant de la taxe GEMAPI 2025**

**Vu** l'article 1530 bis du Code Général des Impôts.

**Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,**

**Article 1 - DE FIXER** le produit de la taxe 2025 pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à cinquante mille euros (50 000 €)

**Vote** : Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

*« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département. »*